

Nouveaux Cahiers du socialisme



L'adversaire

Milan Bernard and Simon Tremblay-Pepin

Number 24, Fall 2020

La question nationale revisitée. Enjeux, stratégies, convergences

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/94032ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bernard, M. & Tremblay-Pepin, S. (2020). L'adversaire. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 36–42.

L'adversaire

Milan Bernard et Simon Tremblay-Pepin

Respectivement doctorat en science politique à l'Université de Montréal et professeur à l'Université Saint-Paul

L'indépendance du Québec, un conflit politique

Le conflit politique est un antagonisme défini par la configuration, la délimitation des frontières d'une communauté. Or, le mouvement souverainiste québécois a perdu certains de ses repères au cours des dernières années, son adversaire devenant au mieux flou et virtuel, sinon totalement inexistant. Le maintien d'un rapport de force, voire l'existence même du sujet politique indépendantiste, devient ainsi impossible. Historiquement, la « figure » symbolique de l'adversaire fut incarnée, successivement, par les Britanniques, le Canada anglais et les fédéralistes québécois. L'arrivée sur la scène politique du Parti québécois (PQ) à la fin des années 1960 a cristallisé le rapport antagonique entre cette organisation et le Parti libéral du Canada (PLC). Les figures emblématiques de René Lévesque et de Pierre Elliott Trudeau symbolisaient un combat de « géants » qui dépassait le quotidien de la politique au Québec et au Canada. Ce qui s'y jouait était d'un autre niveau, de celui qui fait ou défait les États, dans une mesure comparable à l'importance que prend la *high politics* (la géopolitique) devant la *low politics* (les affaires économiques et sociales) en relations internationales.

Le parcours du mouvement souverainiste

Alors qu'il était au centre de l'attention, le mouvement souverainiste québécois s'exprimait autour de sensibilités progressistes, notamment autour des politiques sociales issues de la Révolution tranquille. Ainsi, le Canada est non seulement devenu peu à peu un symbole de la colonisation, mais il s'est vu associé aux forces réactionnaires

qui limitaient la possibilité pour le Québec de mettre en place un État plus juste et égalitaire. Cette approche était si forte et si répandue que même l'ex-conservateur et futur « lucide » Lucien Bouchard incitait les Québécois et les Québécoises à voter Oui lors de la campagne référendaire de 1995 afin de dresser le rempart de la souveraineté contre « le vent froid du [...] Canada anglais [...] le vent de droite venu de l'Ouest¹ », accusant le Canada, sous l'influence du Reform Party, de s'en prendre aux plus démunis au nom de la « saine » gestion des finances publiques.

Cependant, il ne s'agissait pas d'un « tout » complètement à gauche et encore moins identifié au socialisme – cette option politique restant minoritaire au sein de la « famille » souverainiste. L'option souverainiste occupait, néanmoins, un espace de centre gauche et comblait le vide, même si, au fil des années, les fissures de cette articulation devenaient visibles, surtout au moment où le PQ s'est résolument engagé dans la voie néolibérale.

À tort, ce parti s'est ensuite accroché à une conception ethnique des frontières politiques. Il a fait des questions « identitaires » son cheval de bataille et a brisé la « chaîne d'équivalences² » entre les différentes revendications qui s'unissaient sous la bannière du souverainisme. Ce glissement – combiné à la performance de l'Action démocratique du Québec (ADQ) en 2007, suivie de la création de la Coalition avenir Québec (CAQ) et finalement, de la victoire de la CAQ en 2018 – a contribué à la redéfinition du nationalisme québécois dans son ensemble, diluant l'idée de souveraineté tout en rendant la communauté politique de plus en plus restreinte. Le PQ s'est donc transformé en une remorque hybride des deux pôles politiques formant l'hégémonie de ce début de XXI^e siècle : la social-démocratie « libéralisée » (centrisme) et l'ethno-populisme (extrême droite). Les électeurs et électrices, préférant souvent l'original à la copie, ont délaissé les rangs du PQ pour rejoindre ceux de la CAQ, passant du même coup la souveraineté aux pertes et profits.

Nouveaux clivages

L'adversaire de ce « renouveau » nationaliste – si l'on peut qualifier ainsi un tel recul – est en grande partie interne : grossièrement, il s'alimente de l'immigration, des revendications jugées agaçantes des communautés autochtones et des minorités de même que de la rectitude politique de la gauche moraliste qui les défend. Le Canada anglais est toujours problématique, mais ses pires affronts sont d'attaquer notre égo si facilement froissé par le *Québec-bashing*, ou encore de s'emparer d'une chaîne de rôtisseries de poulet BBQ.

1 Louis Cornélius, « Lucien Bouchard : les raisons du désamour », *Le Devoir*, 22 septembre 2012.

2 Terme utilisé par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Il se définit comme la connexion, par un discours politique unitaire, d'une série de demandes différentes. Une stratégie populiste réussit, pour Laclau et Mouffe, quand sa proposition politique est fondée sur une longue chaîne d'équivalences.

Le Québec, désormais tout à la fois nationaliste et provincialiste, endosse complètement le projet colonial canadien et tente de mener le jeu en imposant sa volonté dans les sphères où il a encore un peu de pouvoir. Il s'impose sur son territoire en passant des lois sur les « étrangers » et il s'impose économiquement dans l'espace canadien en tentant de supplanter économiquement l'Ontario, démonstration par excellence de la réussite provinciale. « Battons le colonialisme à son propre jeu » : voilà la devise du nationalisme d'aujourd'hui.

Or, dans cette histoire, le Canada répond : « À nationalisme, nationalisme et demi ». La montée du nationalisme canadien décomplexé est aussi en partie un produit de la fin de la dynamique du débat fédéralisme/souverainisme. Au Québec comme ailleurs, force est de constater que le modèle fédéral n'a pas permis d'atténuer les tensions, qu'il s'agisse des ordres de gouvernements, de l'équilibre régional ou des communautés autochtones, pas plus qu'il n'a assuré au Québec – ou à l'Alberta – le développement de son plein potentiel à l'intérieur du Canada. En même temps, tout aménagement du fédéralisme semble bloqué. Il n'est donc pas surprenant que les politiciennes et les politiciens fédéraux, qu'ils soient libéraux, conservateurs ou néodémocrates, ne semblent plus défendre le modèle fédéral comme un projet politique, mais plutôt comme un « attachement » au Canada, à différents degrés, parfois par opposition aux États-Unis ou même aux politiques rétrogrades du nationalisme québécois. Le nationalisme canadien tente de se redéfinir, soit par le retour au multiculturalisme centralisateur (axe Toronto-Trudeau), soit par la consolidation d'un conservatisme extractiviste (axe Calgary-Kenney).

Pour ces raisons, la structure même du Canada rend les changements sociaux collectifs difficiles à mettre de l'avant, et les véritables projets de société carrément impossibles. L'obsession énergétique mine toute possibilité de voir un gouvernement s'engager sur la voie de la transformation sociale et de la transition écologique et économique. La réalisation concrète de cette obsession pétrolière sera soit imposée par l'axe Calgary-Kenney, soit concédée – après moult larmes et tergiversations – par l'axe Toronto-Trudeau.

Un adversaire à trois têtes

Le défi au Québec est donc de réorienter la polarisation vers un nouvel adversaire, ce qui finira par structurer un nouveau mouvement, ancré à gauche, pour l'indépendance, en lutte active contre le racisme et en solidarité avec les Premiers Peuples. Aujourd'hui, au Québec, trois adversaires s'opposent à l'indépendance. Deux sont explicites, alors que le troisième est latent, tapi dans l'ombre.

Le premier adversaire, le plus vocal, c'est le nationalisme provincialiste. La CAQ en est en ce moment le porteur. Mais cette mouvance a emprunté plusieurs véhicules, se croisant parfois, du Parti libéral du Québec (PLQ) au Bloc québécois en passant par

l'ADQ et le PQ. Cet adversaire s'appuie sur un groupe d'électeurs et d'électrices qui ont oscillé entre différents partis, et qui conservent un certain attachement au Canada³. Penchant à droite, il mise, dans la joute électorale, sur la lutte contre les « ennemis intérieurs » précédemment cités.

Le deuxième adversaire, relevant d'un créneau plus spécifique, est un progressisme moral et identitaire qui se consacre à la critique du nationalisme québécois et reste en général complètement aveugle aux impasses du fédéralisme canadien et à son nationalisme renaissant. Son approche, souvent libérale, se fonde sur une logique de droits individuels plutôt que d'action politique collective. Est suspecte, à ses yeux, toute construction politique d'un peuple qui se fonderait, notamment, sur une communauté culturelle.

L'adversaire latent, c'est celui qui s'exprimait à l'époque où le projet d'indépendance était une possibilité réelle : le capital nord-américain – dont font désormais partie certaines élites économiques « bien québécoises » – et ses alliés nationaux et internationaux. Pour le moment, cet adversaire ne craint pas une éventuelle indépendance, non plus qu'une transformation sociale majeure au Québec. Il ne porte donc aucune attention à ces questions ni même ne s'exprime véritablement dans l'espace public à leur propos. Ainsi, il laisse aux partisans du nationalisme provincialiste le « sale boulot » de discréditer ses adversaires socialistes ou indépendantistes. Cependant, le jour où l'indépendance ou le socialisme reviendront à l'ordre du jour au Québec, il deviendra un adversaire bien plus menaçant et important que le nationalisme provincialiste et le progressisme moraliste.

Aujourd'hui, s'il a eu raison des partis sociaux-démocrates traditionnels, le néolibéralisme n'a plus d'unité – ni politique ni théorique. La lutte au déficit, le remboursement de la dette, l'austérité : tout cela n'est que rengaine du passé, en perte de statut hégémonique – d'autant plus avec cette double crise, sanitaire et économique, qui va nécessairement prendre de l'ampleur dans la prochaine période. Les vieux ennemis de l'indépendance – les fédéralistes du projet politique à la sauce Pratte, Chrétien ou Charest – semblent encore plus ringards et ne mobilisent plus personne, que ce soit avec eux ou contre eux. Il faut innover. Il est devenu crucial de définir et nommer une unité *politique* propre à nos adversaires et contre laquelle il faudra se construire.

En vrac, on peut identifier leur adhésion au fédéralisme – plus ou moins enthousiaste –, leur nationalisme colonial – québécois ou canadien – et leur volonté de « régler » la question environnementale sans rien changer à l'économie. Tirer son épingle du jeu canadien, protéger le territoire national contre les flux migratoires et les

3 Un sondage réalisé au Québec en 2018 montrait que 27,6 % des francophones se disaient « très attachés » au Canada, et 43,4 % se disaient « plutôt attachés » au Canada. Stéphane Baillargeon, « L'attachement des Québécois au Canada reste stable », *Le Devoir*, 30 juin 2019.

revendications autochtones, favoriser des solutions technologiques à la crise climatique qui nous permettent de maintenir l'exploitation de la nature et des personnes et l'accumulation de la valeur. Voilà, à gros traits, leur projet politique explicite. C'est là l'essence de ce qu'ils défendent. Il reste à leur trouver un nom.

Se construire dans la lutte

À l'inverse des centristes qui bâtissent des coalitions molles en unissant les gens autour du plus petit dénominateur commun – « *catch-all party* » – pour ensuite offrir des cadeaux spécifiques à certains électors, nous croyons que les forces politiques de gauche se construisent dans l'antagonisme. On se bâtit contre quelque chose : un adversaire est nécessaire. Pendant les deux premières décennies du XXI^e siècle, la gauche québécoise s'est construite en opposition aux néolibéraux.

En identifiant un adversaire, il serait possible de redonner à l'indépendance le discours, le lexique, qui ferait s'équivaloir l'adversaire de l'indépendance et l'adversaire de la gauche, de la justice sociale, du camp « populaire » en général. Il nous faut additionner les forces, bâtir une majorité autour de véhicules de changement social, et ainsi construire un puissant alignement, un bloc historique, permettant de s'opposer au nationalisme provincialiste et de rejoindre celles et ceux qui sont séduits par le moralisme pour leur permettre d'adhérer à un projet collectif qui les inclurait effectivement.

Convergences réactionnaires

Comment qualifier les adversaires ? Comment les faire exister et émerger dans un cadre conceptuel que nous imposerions ? La crise actuelle de la pandémie, toute favorable puisse-t-elle sembler à court terme pour la popularité du nationalisme provincialiste, nous donne peut-être une réponse. En mars 2020, le gouvernement du Québec est devenu *de facto* un gouvernement d'unité nationale. L'Assemblée nationale ne siège plus, l'exécutif gouverne par décret et le gouvernement consulte les chefs des partis d'opposition de façon régulière. Les chefs intérimaires du PLQ et du PQ s'accommodent bien de ce rôle de seconds violons. Les médias remplissent leur devoir de courroie de transmission mieux qu'à l'habitude, apaisent les critiques et se font rassurants. Les forces du *statu quo* qui se déploient en période de crise de même que l'état d'exception favorisent le contrôle du pouvoir exécutif. Toutefois, ce déploiement révèle ces forces du *statu quo*, et la crise marque leur unité. Quelle est cette unité ?

- Une adhésion commune au vieux monde qui s'effrite et s'effondre devant eux. Sans surprise, c'est le propre des défenseurs du *statu quo*. Globalement, c'est le refus de constater la fragilité d'un système supposément inébranlable. Ils défendent donc un « retour à la normale » qui serait le plus près possible de ce

qu'on faisait avant la COVID-19, tout en prétendant que les petits changements qu'on sera forcés d'apporter seront d'énormes transformations sociales.

- L'appui à un interventionnisme étatique temporaire qui vise à sauver les billes du secteur privé en temps de crise – faisant oublier qu'il sacrifie le secteur public en temps normal – et un retour à l'austérité dans la foulée d'un endettement important pour sauver le système. Ces élites médiatiques et politiques protègent ainsi ceux qui ont tiré profit de la crise de 2008 et qui tireront à nouveau profit de la crise de 2020.
- Leur réaction à la crise s'inscrit aussi dans le cadre du nationalisme que nous décrivions plus haut : tirer son épingle du jeu fédéral, prendre l'argent d'Ottawa quand il passe et vivre avec le carcan pétrolier et colonial qu'il nous impose le reste du temps.

De la crise actuelle, deux autres aspects ressortent. D'abord, la double crise sanitaire et économique nous montre l'importance des travailleuses et des travailleurs « essentiels ». Or, cette élite nationaliste a pour fonction de protéger d'abord les « non-essentiels » en demandant aux « essentiels » de se sacrifier (en particulier s'ils sont demandeurs d'asile), c'est-à-dire de mettre leur vie en danger en temps de crise, mais aussi de diminuer progressivement leur qualité de vie en temps normal. Ensuite, l'élite nationaliste n'aura jamais le courage de rompre avec le projet colonial canadien pour justement bâtir un Québec qui s'organiserait d'abord autour de ce qui est essentiel. C'est une élite « dépendante », qui vit aux crochets politiques, économiques et intellectuels des autres élites anglo-canadiennes, étatsuniennes et mondiales. Elle forme avec celles-ci une puissante communauté idéologique et pratique. Il ne sera jamais question pour elle de mordre la main qui la nourrit. L'option de l'indépendance peut se construire justement contre cette dépendance.

En guise de conclusion

Est-ce donc possible de se rassembler contre le nationalisme de province ? Oui, si on structure la position indépendantiste autour de trois enjeux au cœur des préoccupations des jeunes générations les plus militantes : l'environnement, les minorités internes et les Premiers Peuples. Sur toutes ces questions, le lien entre indépendance et socialisme offre une réponse claire et frontalement opposée au nationalisme de province.

Sur la question de l'environnement, on peut projeter de restructurer l'économie vers une autonomie écologique en se sortant des accords et de la rhétorique du libre-échange et de l'obsession pétrolifère, toutes deux guidées par le pouvoir fédéral.

Sur les minorités internes, il est nécessaire d'aller à l'encontre du nationalisme ethnique en s'opposant aux lois laïcardes régressives qui ont été adoptées et en

proposant des façons concrètes de régler le racisme systémique, dont l'inscription dans une constitution de principes antiracistes.

Finalement, concernant les Premiers Peuples, nous devons être prêts à ouvrir clairement la porte à leur autodétermination et, si nécessaire, à tout arrangement de souveraineté, incluant la partition territoriale dans le cadre du processus d'accession à l'indépendance du Québec. En articulant ces positions, nous serons également en meilleure posture pour additionner les forces en vue de faire face, et de remporter le conflit contre le capital nord-américain.

Les voies de la victoire contre l'adversaire restent encore à trouver. Bien sûr, un gouvernement qui instaurerait un projet transformateur constituerait un élément central. Il s'agirait d'une condition essentielle, mais – le passé nous l'a douloureusement appris – non suffisante. Il faudra une unité populaire capable de protéger les avancées contre la réaction musclée du capital nord-américain. Un bloc historique majoritaire prêt à défendre les avancées sociales et politiques d'une option indépendantiste et socialiste sera la seule protection potentiellement efficace contre cet adversaire. Il doit être rapidement constitué pour pouvoir bien jouer son rôle le temps venu.